

Élection au Conseil d'État: les milieux économiques divisés

Politique La Fédération des entreprises romandes soutient Xavier Magnin. De son côté, la Chambre de commerce a décidé de ne pas trancher entre ce Centriste et les candidats souverainistes.

Rachad Armanios

L'élection complémentaire au Conseil d'État divise les associations économiques et patronales. Car, d'un côté, la Chambre de commerce, d'industrie et des services (CCIG) a communiqué mardi qu'elle soutenait, pour le premier tour, le candidat du Centre, Xavier Magnin, et ceux des partis souverainistes, l'UDC Lionel Dugerdil et le MCG Maikl Gerzner. Trois noms pour un seul siège, donc.

D'un autre côté, le 23 juin, la Fédération des entreprises romandes (FER), elle, appelait ses membres à un choix net en faveur du Centriste, relevant en particulier son «appui clair à la consolidation de nos relations avec l'Union européenne».

Tous pour l'intérêt du canton

La CCIG a fondé sa décision de ne pas trancher entre ces trois candidatures de droite sur un questionnaire portant sur des



La FER (ici ses bâtiments à la rue de Saint-Jean) apprécie que Xavier Magnin soit favorable à de relations solides avec l'UE. Pierre Abensur

thèmes déterminants pour l'économie genevoise. Il a été envoyé à tous les candidats issus de partis représentés au Grand Conseil, c'est-à-dire quatre candidats sur dix, dont le Vert Nicolas Walder.

Puis des auditions des principaux candidats ont été menées.

Résultats, les trois personnes soutenues au final partagent toutes au moins 80% des positions de la CCIG.

Certes, il existe des divergences avec «certains candidats, notamment sur les questions des Bilatérales III et des accords de libre-échange, essentielles pour la Chambre et l'économie du canton», note la CCIG.

«Toutefois, ces derniers candidats se sont engagés à faire primer les intérêts de Genève en la matière», affirme l'organisation.

Surtout, la CCIG salue l'engagement des trois candidats à se retirer en faveur du mieux placé parmi eux pour le second tour. Ce dernier recevra alors l'appui de la Chambre, promet-elle.

La FER, elle, notait dans son communiqué qu'elle aurait préféré, au premier tour, pouvoir soutenir une candidature issue d'une droite unie.

En 2023, Centre, PLR, MCG et UDC s'étaient alliés pour les élections au Conseil d'État puis fédérales. Mais, désormais, Le Centre a tourné le dos aux partis souverainistes et s'est allié aux Vert'libéraux. Une alliance au centre

droit que le PLR a été invité à rejoindre. Mais les délégués du parti, le 25 juin, ont décidé de soutenir l'UDC Lionel Dugerdil.

Convergences et divergences

Le PLR expliquait: «Les majorités dont le parti a besoin pour réaliser ses priorités programmatiques se font régulièrement avec une droite élargie dont fait partie l'UDC, ceci tout en reconnaissant ses divergences sur des sujets fédéraux tels que la migration ou les Bilatérales III.»

Parmi les divergences, la fronde en février de l'UDC, du MCG et de LJS contre l'aide de 10 millions pour les ONG de la Genève internationale fragilisée avait marqué les esprits.

«Les points de convergence l'emportent largement au niveau de l'élection qui nous occupe», a plaidé le conseiller national PLR Cyril Aellen le 22 août, lors de la soirée de lancement de campagne de Lionel Dugerdil, selon un communiqué de l'UDC.